

Lucidité et ambition

Je ne partage pas l'idée que les élections municipales et cantonales bouleversent le paysage et la situation politiques.

Je pense au contraire qu'elles confirment les tendances lourdes auxquelles les tenants d'une transformation progressiste de la société sont confrontés.

D'abord, une abstention historique pour des élections locales, notamment dans les milieux urbains et populaires, là où se jouent les questions essentielles touchant à la modernité de nos sociétés.

Elle concerne celles et ceux, parmi lesquels les jeunes qui s'étaient fortement mobilisés à l'élection présidentielle, qui n'ont pas vu les enjeux pour eux-mêmes d'une mobilisation sur les différents choix de politiques locales.

Ensuite, une volonté de changement qui demeure forte mais sans que soit tranché dans quelle direction il doit s'opérer.

Dans les sondages concernant les réformes, l'opinion tombe plutôt du côté de la poursuite de la politique de Sarkozy.

Elle le fait dans une posture contradictoire qui est de rechercher localement, dans les politiques proposées à gauche, les solidarités et garanties sociales qui peuvent protéger des logiques libérales qui, par ailleurs, sont souvent jugées inéluctables dans la conduite des affaires du pays et du monde.

Enfin, le troisième trait marquant de ces scrutins, c'est un bipartisme qui s'enracine dans la réalité politique locale.

Ce sont près de 60 % des élus cantonaux que se partagent aujourd'hui l'UMP et le PS.

Certes, le parti est dans la progression d'ensemble de la gauche en termes d'élus parce que nous sommes le plus généralement dans les listes d'union et qu'à gauche la dynamique unitaire a été la plus forte, à la fois, sur des choix de politiques locales et pour adresser un avertissement à Sarkozy.

Mais cette progression est massivement celle du PS qui reconquiert au-delà des villes perdues en 2001. Il dirige désormais plus de villes qu'il n'en dirigeait en 1977.

Quant à nous, nous n'en gagnons que 20 de plus de 3 500 habitants sur 2001 alors que nous en perdons 31, dont nos deux plus grandes villes, Montreuil et Calais. Nous perdons Aubervilliers et la mairie du 8^e à Marseille. Nous ne gagnons pas Nîmes, Sète, le Havre pour lesquelles nous étions en situation de leadership à gauche. Et ce n'est pas seulement la faute aux autres puisque dans d'autres situations la division voulue par le Parti socialiste a été sanctionnée.

Ne boudons pas notre plaisir à Vierzon, à Dieppe, à Firminy, Villeneuve-le-Roi, Villepinte et ailleurs. Mais ne nous masquons pas la réalité de notre influence.

Reconnaissons l'utilité de nos élus, leur capacité – plus que la marque de fabrique – à capter les aspirations nouvelles concernant la citoyenneté, la démocratie participative. Mais après avoir banalisé un temps pas si lointain le poids de nos élus, n'en faisons

pas l'arbre qui cache la forêt des questions qui sont devant nous et auxquelles notre résultat n'apporte pas de réponses.

A quoi est utile le PCF comme force de contestation, de transformation de la société ?

Notre parti, en terme d'influence, enregistre - à un point près en moins pour les cantonales - le même résultat qu'en 2001

Dans un contexte inversé de sanction de la gauche gouvernementale, nous l'avions alors jugé mauvais. Nous en avons toutefois peu tiré de leçons et il a fallu les 3 % réalisés par Robert Hue à la présidentielle pour juger que les municipales et cantonales qui l'avaient précédée étaient annonciatrices d'un déclin plus profond.

Cette fois, dans un contexte de sanction de la droite, parce que ces élections interviennent après les 2 % de Marie-George Buffet, allons-nous y voir le signe d'une renaissance ?

En 2001, Robert Hue nous avait adressé un courrier pour alerter sur la gravité des pertes réalisées. Un film introspectif de nos rapports à la société avait été produit à notre demande par Eleb et Campana. Malheureusement, ces bonnes intentions d'analyser plus avant les choses ont vite été remisées. On leur a préféré le choix de dire ce qu'une « majorité supposée » de nos adhérents souhaitaient entendre.

En 2008, au nom de « on a mieux fait que de résister », allons-nous perdre une nouvelle occasion de regarder lucidement la réalité de ce que nous sommes pour porter au niveau où ils doivent se produire les changements à opérer ?

Attention qu'une analyse réconfortante de nos résultats ne nous conduise pas à renoncer une nouvelle fois à l'ambition d'inscrire l'utilité d'une force politique de transformation progressiste dans la modernité de la société et du monde.